

voulons pas nous occuper outre mesure de la forme et des schémas de l'urbanisation, avons-nous une chance d'éviter l'amas des taudis, les pénibles réactions sociales, sous forme d'émeutes ou de protestations, contre un milieu inhumain, l'air empoisonné dans les corridors surchargés, les taux plus élevés d'accidents et de morts, tout ce fléau économique né du fait que nous avons laissé les prix unitaires augmenter de façon déraisonnable. Plus vite nous nous réveillerons et ouvrirons les yeux sur les conditions dans lesquelles la population vit, plus vite nous aurons de meilleures villes et un meilleur pays où vivre.

Devons-nous continuer de respirer l'air pollué? Continuerons-nous à surcharger nos voies de transport actuelles? Serons-nous toujours embourbés dans le marasme économique parce que, en raison du coût unitaire des terrains ou du coût unitaire de n'importe quoi, nous avons laissé toute possibilité de créer une meilleure vie, par des mesures de contrôle, nous glisser entre les doigts?

Partout dans le monde, on pourrait puiser des réponses logiques au problème du contrôle et de l'orientation de la croissance des villes géantes au profit de l'être humain. Le Canada est très en retard dans l'application de ces méthodes, et nous avons négligé la recherche fondamentale. Le pronostic du Canada urbain est inquiétant. Sur ce point, je crois que les députés sont tous d'accord. Mais la structure et le modèle du développement urbain de l'avenir ne sont pas forcément intouchables. Les taux de croissance d'après les échelles projetées indiquent que nous pouvons reconstruire le milieu à notre façon. Nous devrions donc accepter que des demandes innombrables, pour aussi longtemps que nous pouvons le prévoir, s'exerceront sur l'espace et les ressources des régions urbaines.

En ce qui concerne la forme et l'orientation de l'aménagement urbain, il nous faut tenir compte, à mon avis, de nos besoins dans une cinquantaine ou une centaine d'années. Même si nous avons une petite idée de ce que sera la vie alors, ce que nous faisons aujourd'hui avec cette urbanisation massive restera et retentira sur la vie de la plupart des Canadiens pendant bien des siècles. Ce que nous faisons à l'heure actuelle influera sur la planification des deux prochains siècles si nous ne le faisons pas comme il faut ou si nous n'agissons pas. Je vois que mon temps est écoulé, monsieur l'Orateur. J'aurais aimé pouvoir continuer encore longtemps.

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je me rends compte que l'heure avance. En écoutant mes préopinants dans ce débat, j'ai entendu ici et là l'exposé de certaines des vues que je voulais présenter à la Chambre. On dit, cependant, que la répé-

tion facilite l'assimilation des connaissances. Une récapitulation de quelques-uns des points principaux serait peut-être utile. Ce débat est important, à mon avis, et aussi très intéressant. Il a, je crois, permis encore une fois à la Chambre de faire la revue et l'appréciation de sa position sur l'un des principaux problèmes qui préoccupent les Canadiens aujourd'hui. Il a certainement permis de placer la crise du logement dans sa juste perspective. La démission hier du ministre des Transports et les raisons invoquées par lui pour expliquer son abandon du deuxième poste en importance dans le gouvernement de notre pays ont profondément secoué les Canadiens réfléchis. Le grand public ne s'étonne pas quand des députés de l'opposition critiquent la politique du gouvernement. Cependant, quand un des membres clés du cabinet présente sa démission, jugeant molle, inefficace et indécise la politique du gouvernement, et prévient tous les Canadiens que nous faisons fausse route et que nous affaiblissons notre gouvernement central, le moment est certes venu pour le grand public d'examiner à la loupe les politiques de l'administration actuelle.

Les députés ministériels doivent maintenant faire connaître leur propre position. Si le gouvernement devait s'engager aujourd'hui dans une voie désastreuse, il pourrait plonger la nation dans un véritable remous, de plus en plus agité, avant même la fin de son mandat. La démission du ministre des Transports est une tragédie qui fait comprendre aux Canadiens que l'administration actuelle ne sait comment résoudre beaucoup des grands problèmes qui inquiètent la nation. Il est grand temps pour le gouvernement de définir l'orientation précise qu'il entend donner à certaines questions pour que chaque Canadien puisse mieux entrevoir où nous allons.

L'indécision et la lenteur ont prédominé dans bien des domaines, y compris le logement, l'aménagement urbain, la pollution, la politique étrangère, le chômage, les pensions, le développement régional et quoi encore. Jetons un coup d'œil rapide sur le texte de démission du ministre. Il n'a pas abandonné son poste simplement parce que le gouvernement ne suivait aucune politique dans le domaine du logement. Sa déclaration est une répudiation cinglante de la nouvelle administration. C'est une critique sévère des politiques actuelles du gouvernement. C'est un avertissement à l'adresse des Canadiens, et c'est une supplique aux députés ministériels de changer de cap.

En examinant la déclaration que le ministre a faite à la presse et aux Canadiens hier, à l'occasion de sa démission, je constate qu'à son avis, le premier ministre actuel poursuit une politique qui entraîne la constitution